

La quarante-sixième lettre d'information (2019): La Bolivie n'existe pas.



Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental : Institut de recherche sociale.**

Le 10 novembre, le président bolivien Evo Morales Ayma a été **démis de ses fonctions**. Techniquement, Morales a démissionné, mais les conditions de sa démission avaient été fixées par l'oligarchie bolivienne (encouragée pendant treize ans par le gouvernement des États-Unis, comme Noam Chomsky et moi-même l'avions indiqué dans cette **déclaration**, la veille du coup d'État). Réélu pour la quatrième fois, Morales a dû faire face à une insurrection ouverte de son adversaire, l'ancien président Carlos Mesa, qui avait **perdu** ces élections. Une équipe de l'Organisation des États américains (OEA), ouvertement hostile, est arrivée et a légitimé le coup d'État en présentant un rapport sur les élections qui était long sur les accusations et court sur les faits. Utilisant ce rapport de l'OEA – entièrement soutenu par les États-Unis – comme justification, la police s'est mutinée, puis l'armée (qui était restée neutre) a dit à Morales qu'il devait démissionner. Il n'y avait pas le choix.

Un coup d'État est une chose curieuse. Ceux qui font le coup d'État n'admettent jamais qu'ils l'ont fait. Ils prétendent qu'ils restaurent la démocratie ou qu'ils prennent des moyens extraordinaires pour créer – à terme – les conditions de la démocratie. C'est précisément la raison pour laquelle la définition des événements est si lourde. Mais tous les coups ne sont pas les mêmes. Il y a au moins deux types de coups d'État militaires : le *coup d'État du général* et le *coup d'État du colonel*.

Il y a longtemps que nous n'avons pas vu un coup d'état classique du colonel, peut-être le dernier grand succès ayant eu lieu en Haute-Volta (plus tard au Burkina Faso) en 1983 lorsque le capitaine Thomas Sankara a pris ses fonctions. Ces coups d'État, depuis celui de l'Égypte en 1952 et au-delà, sont menés par des sous-officiers proches de la classe ouvrière, de la paysannerie et des pauvres des villes ; leur coup d'État est souvent contre l'oligarchie et en faveur d'un socialisme divers (la révolution nationale bolivienne de 1952 entre dans cette catégorie).

Le coup d'État du général, par contre, est mené par des officiers commissionnés qui viennent de l'oligarchie ou dont les intérêts sont étroitement liés à l'oligarchie. Ces coups d'État contre-révolutionnaires sont les plus courants (et ont été très fréquents en Bolivie – 1964, 1970, 1980 et 2019). Le général Williams Kaliman, qui a appelé Morales à démissionner et qui a été **formé** par les États-Unis dans ses fameuses écoles des Amériques, a effectivement mené un coup d'État général contre le gouvernement du Mouvement pour le socialisme (MAS).

Des événements tels qu'un coup d'État ne sont que des événements d'une structure à plus long terme, une longue lutte entre les forces de l'impérialisme et de la décolonisation. En 1941, le Council on Foreign Relations, dont le siège est aux États-Unis, a produit un document clé pour le Département d'État américain : *Methods of Economic Collaboration: The Role of the Grand Area in American Economic Policy*. Le Conseil a défini la « Grande Région » comme englobant tout l'hémisphère occidental, une grande partie de l'Europe, l'Empire britannique, les Indes orientales néerlandaises et le littoral du Pacifique (Chine et Japon compris). Les pays de l'hémisphère occidental, qui comprenaient l'ensemble des Caraïbes et de l'Amérique latine, seraient une « source de matières premières et un marché pour les fabricants » ; c'était la version du XXe siècle de la doctrine Monroe de 1823.

Quelques années plus tard, le Département d'État américain affirmait que « chercher un pouvoir moins que prépondérant serait opter pour la défaite. Le pouvoir prépondérant doit être l'objet de la politique américaine ». Mais il était essentiel que les États-Unis recherchent ce type de pouvoir sans l'apparition du colonialisme. En 1962, l'administration Kennedy a souligné ce problème. Il est important que les États-Unis restent à l'arrière-plan et, dans la mesure du possible, qu'ils limitent leur soutien à la formation, aux conseils et au matériel, de peur de nuire aux efforts du gouvernement local et d'exposer inutilement les États-Unis à des accusations d'intervention et de colonialisme ». Les tactiques utilisées pour lutter contre la décolonisation sont ce que nous appelons une « **guerre hybride** ». Mieux vaut laisser les généraux – de Pinochet à Kaliman – faire le sale boulot, alors que l'ambassade américaine reste intacte, et que les objectifs du capital international sont finalement atteints.

Le président bolivien Evo Morales Ayma, à l'Assemblée générale des Nations Unies, le 24 septembre 2019; [ici en espagnol](#).

Depuis que Morales a été élu pour la première fois en 2006, il a veillé à l'amélioration des moyens de subsistance du peuple bolivien. Les deux tiers des Boliviens sont – comme Evo Morales – d'origine autochtone. Qu'il plaçait le bien-être de la majorité indigène au premier rang de l'ancienne oligarchie. Aux Nations Unies cette année, Evo Morales a déclaré que, depuis 2006, la Bolivie a réduit son taux de pauvreté de 38,2% à 15,2%, augmenté son taux d'espérance de vie de neuf ans, développé un système universel de soins de santé et assuré que plus d'un million de femmes bénéficient du régime foncier ; le pays est maintenant alphabète à 100% et a un parlement où plus de 50% des élus sont des femmes. Comment la Bolivie a-t-elle fait cela ? Nous avons nationalisé nos ressources naturelles et nos entreprises stratégiques. Nous avons pris le contrôle de notre destin ».

La Bolivie, a dit M. Morales, a un avenir. Cet avenir est aujourd'hui incertain.

Morales et ses plus proches collaborateurs s'étaient réfugiés au Mexique. Alors que le régime du coup d'État commençait à consolider le pouvoir, le MAS a **déclaré** que le peuple bolivien » entamait le long chemin de la résistance pour défendre les réalisations historiques du premier gouvernement autochtone « . Alors qu'ils rédigeaient ce texte, le régime du coup d'État a arraché le drapeau des indigènes – les Wiphala – des bâtiments, les a brûlés et les a remplacés par le drapeau national bolivien. Au cours des prochains jours « , a déclaré le MAS, » la chasse à nos camarades se poursuivra. Notre responsabilité est de nous protéger les uns les autres comme une famille, de reconstruire le tissu social, de prendre soin de nos dirigeants persécutés et de les protéger. Aujourd'hui, c'est le moment de la solidarité. Demain sera l'heure de la réorganisation ». La grande humanité de Morales s'est manifestée dans sa déclaration – même pas un jour après le coup d'État – selon laquelle » en tant qu'être humain « , il suppliait les agents de santé et les enseignants de soigner la population avec » chaleur et solidarité « .



Evo Morales Ayma

@evoespueblo



Ya no como presidente, sino, en mi condición de ser humano, pido a los trabajadores de salud y educación volver a prestar servicios a la población, luego de tantos paros y huelgas. Por encima de posiciones políticas, tienen la misión de cuidar con calidez y solidaridad al pueblo

[Translate Tweet](#)

11:46 AM · Nov 11, 2019 · [Twitter for Android](#)

15.8K Retweets **57.6K** Likes

En 1868, l'ambassadeur de Grande-Bretagne a insulté le général Mariano Melgarejo, le dictateur bolivien. Melgarejo a fait parader l'ambassadeur dans les rues de La Paz sur un âne. En entendant cela, la reine Victoria de Grande-Bretagne a exigé que la Royal Navy bombarde la ville. Quand on lui a dit que La Paz était dans les Andes, elle a dit : « La Bolivie n'existe pas ».

La Bolivie a peut-être été effacée des cartes, mais elle demeure une source importante d'argent et d'étain pour les entreprises transnationales d'Europe et des États-Unis d'Amérique. Il demeure une source importante d'étain et abrite aujourd'hui jusqu'à 70 % de l'approvisionnement mondial en lithium. La demande de lithium – utilisé pour les batteries des voitures électriques et les appareils électroniques tels que les téléphones cellulaires – devrait plus que doubler d'ici 2025. Le gouvernement de Morales a **fixé des normes exigeantes** pour ses partenariats miniers : il a exigé qu'au moins la moitié du contrôle des mines reste entre les mains des sociétés minières nationales boliviennes, et que les bénéfices des mines soient utilisés pour le développement social. Les sociétés transnationales ont poursuivi la Bolivie pour rupture de ses contrats et ont rejeté la nouvelle norme établie par le gouvernement Morales. Les seules entreprises qui ont accepté la position bolivienne venaient de Chine. Comme le gouvernement de M. Morales a conclu des ententes avec des entreprises chinoises, cela a aggravé la situation non seulement des entreprises transnationales, mais aussi de leurs gouvernements (les États-Unis, le Canada et l'Union européenne). L'un des aspects du coup d'État est que ces entreprises prennent le contrôle des ressources naturelles de la Bolivie, notamment le lithium, qui est essentiel aux voitures électriques.



Lula dans les rues de São Paulo, novembre 2019.

Un autre élément est de supprimer un autre pôle du « virage à gauche » en Amérique du Sud, qui inclut la **victoire électorale** de la gauche en Argentine et la **libération** de l'ancien président brésilien Lula. Les propos du vice-président bolivien Álvaro García Linera nous rappellent les turbulences de la lutte des classes, qui se retrouve dans les luttes courageuses du peuple bolivien dans ses rues contre ce coup d'État :

Nous avons des temps difficiles devant nous, mais pour un révolutionnaire, les temps difficiles sont notre force. Nous vivons de cela, nous sommes renforcés de cela, des temps difficiles. Ne sommes-nous pas ceux qui sont venus d'en bas ? Ne sommes-nous pas les persécutés, les torturés, les marginalisés de l'époque du néolibéralisme ? Nous avons dans notre corps les traces et les blessures de la lutte des années 1980 et 1990. Et si aujourd'hui, provisoirement, temporairement, nous devons continuer les luttes des années 1980, 1990, 2000, alors nous le ferons. C'est à cela que servent les révolutionnaires. Lutter, gagner, tomber, se relever, lutter, gagner, tomber, se relever. Jusqu'à ce que nos vies soient terminées, c'est notre destin.

**Jeanine Añez Chavez**

@JeanineAnez



Sueño con una Bolivia libre de ritos satànico indigenas, la ciudad no es para los indios que se vayan al altiplano o al chaco!!

05:24 p. m. · 14 Apr 13 · [Twitter Web Client](#)

Tweet de la présidente autoproclamée Jeanine Añez Chavez.

Pendant ce temps, Jeanine Añez Chavez, la présidente autoproclamée de la Bolivie, a déclaré : » Je rêve d'une Bolivie sans rites indigènes sataniques. La ville n'est pas pour les Indiens ; qu'ils retournent dans les hautes terres ou dans le Chaco'. Plus que toute autre chose, il s'agit d'un coup d'Etat *raciste*.

Cordialement,

Vijay.

**Traduit par Alexandre Bovey.*